



CTA du 16 novembre 2020

Déclaration de l'UNSA-Education

Monsieur le Recteur,

Notre système Educatif est extrêmement fragilisé et ne tient **que par la conscience professionnelle de ses agents**. Quel que soit leur métier et leur place, ils ont la volonté de maintenir les écoles, collèges et lycées ouverts, mais sont en colère et parfois au bord de l'épuisement professionnel.

Plusieurs points sont absolument incontournables pour **l'UNSA-Education** :

- La demande de renforts immédiats par des recrutements d'enseignants, CPE, et AED. Cette demande a été formulée au CHS-CTMEN et CTMEN.
- La clarification des procédures et soutien des personnels face à la fronde des « anti-masques ». Il est inadmissible de laisser les personnels isolés sur le terrain. Des instructions claires doivent être édictées. L'institution ne cesse d'affirmer qu'elle est au soutien de ses personnels. C'est le moment de le démontrer.
- L'autorisation d'adaptation de l'organisation pour les collèges qui le demandent. Là encore, il est inadmissible de laisser les personnels seuls et d'ignorer les propositions souvent de bon sens formulées localement.
- L'aménagement des programmes. Avec les adaptations de présence des élèves au lycée et peut-être au collège, les programmes doivent être aménagés, particulièrement dans les classes à examens.
- La suspension des formations non-urgentes. Cette demande maintes fois formulée n'a pas fait l'objet d'une réponse claire. De même, il faut suspendre les rencontres parents-professeurs en présentiel puisque le brassage de population semble être à éviter à tout prix. Il faut donner des instructions claires à ce sujet.
- Au niveau de la voie professionnelle : Pour l'UNSA-Education, le cadrage doit rester national et concerner **toutes les voies de formation**. A ce titre, la voie professionnelle ne doit pas être oubliée des déclarations ministérielles et doit faire l'objet de la même considération que les collèges et les lycées GT. Or, force est de constater que ce n'est absolument pas le cas. C'est même à se demander si cette filière de formation ne passe pas par pertes et profits... Jean Michel Blanquer vient d'annoncer des mesures d'adaptation du bac GT à la crise sanitaire, mais rien sur la voie professionnelle ! Pas un mot dans la dernière FAQ. L'accueil en alternance des lycées et les difficultés à trouver des entreprises pour les PFMP ne semblent pas

inquiéter voire intéresser outre mesure le ministre. Le déroulement des examens ? on verra... Certains dispositifs imposés par la réforme (chef d'œuvre et co-intervention) sont également questionnés par les nouvelles organisations mises sur pied en quelques jours. Mais là encore, rien ne vient. Nous sommes très loin des postures médiatiques du ministre ambitionnant de rendre la voie professionnelle plus efficace, plus attractive... **UNSA-Education** réclame la réunion en urgence du comité de suivi de la transformation de la voie professionnelle pour élaborer au plus vite des propositions d'adaptation des enseignements et des examens mais malheureusement rien ne se profile.

Cette voie de formation doit être respectée, considérée et valorisée. Les enjeux liés aux décrochage scolaire et à l'insertion professionnelle sont fondamentaux.

Sur le terrain, les enseignants exercent des fonctions de plus en plus complexes auprès d'un public souvent fragile. Ils attendent d'être épaulés et accompagnés dans cette mission noble mais compliquée.

Monsieur le Recteur, **notre organisation souhaite aller au-delà du débat sur la crise sanitaire**. Celle-ci qui finira par passer, ne doit pas masquer la fragilité de notre système éducatif face à la montée des violences qui s'ancrent dans le quotidien.

Au comble de l'horreur, l'attentat terroriste islamiste dont a été victime notre collègue Samuel Paty ne peut rester sans réponse. L'hommage bâclé et donc raté ne pourra être rattrapé. Nous ne cachons pas que cela restera comme une blessure. Il y a des symboles qui marquent les esprits.

Mais désormais, va-t-on laisser les choses en l'état ou va t'on s'attaquer courageusement aux racines de ce mal ?

Les professeurs doivent être confortés, protégés. Ce n'est pas l'autocensure qui règlera la situation mais l'affirmation de l'obligation scolaire dans toutes les matières, les sanctions contre tout débordement et la mise en place d'un accompagnement éducatif renforcé pour contrebalancer l'influence des groupes de pressions sur nos jeunes.

La jeunesse doit pouvoir s'émanciper et construire son esprit critique sur la base des sciences, des arts et des sciences humaines dispensée à l'école.

Ce travail nécessite courage et persévérance. C'est une œuvre qui durera des années mais elle doit commencer dès maintenant. Nous ne ressentons pas au niveau du ministère, la prise de conscience nécessaire. Il ne peut y avoir de demi-mesure sauf à accepter à terme d'être emporté par les vagues totalitaires et fondamentalistes. Nous en sommes très près. Il n'y a qu'à voir le succès des thèses complotistes qui pullulent sur tous les sujets.

La société est malade, ivre de sa violence. Nous sommes dans un moment charnière de notre histoire, les dirigeants politiques doivent être à la hauteur de la situation. Si l'école doit inclure, protéger, émanciper les jeunes, la société quant à elle doit leur proposer un avenir collectif sans exclusion d'aucune sorte mais où les principes républicains ne souffriront d'aucune dérogation morale ou légales.